

presse *quotidienne* de Denver n'ait jamais remarqué, avant que ces grands magasins de détail aient discontinué leurs annonces, quelle malédiction certains d'entr'eux constituaient pour le commerce.

Alors que la plupart de ces quatorze marchands ont fait affaires en cette ville pendant des années, pendant tout ce temps-là pas un seul journal quotidien n'a eu un mot à dire contre eux; pas un n'a profité de l'occasion pour faire preuve de son grand amour pour les petits détaillants qui s'épuisaient en efforts pour gagner de quoi vivre; pas un n'a témoigné de sa grande affection pour les pauvres mercenaires, hommes et femmes employés pendant des années dans ces magasins avant que ces marchands ne lui aient enlevé leur patronage."

Comme nous l'avons toujours dit, la presse *quotidienne* commet une grande injustice, une injustice qu'elle déplorera quelque beau jour en choyant et en nourrissant ce serpent qui est prêt — le jour où il en aura le pouvoir — à enfoncer ses crochets dans quelque endroit vulnérable. La presse *quotidienne* adopte la ligne de politique suivie par le ministre qui dénonçait sans relâche les mormons parce qu'en agissant ainsi il ne risquait pas de mécontenter un membre quelconque de sa congrégation; c'est ainsi que les journaux quotidiens dénoncent les monopoles — *trusts* — ces organisations incorporées, sans qu'une personnalité quelconque puisse s'en offenser — et couinent avec les grands magasins parce que ces derniers sont de grands annonceurs.

Les journaux *quotidiens* de Denver ont appris une leçon — la presse des autres villes va-t-elle profiter de l'expérience avant qu'il soit trop tard ?

### MOUVEMENT DE BANQUES

Les banques se font concurrence comme les maisons de commerce absolument et là où il y a place pour une, ou en voit bientôt deux.

Depuis longtemps déjà, nous sommes habitués à lire dans les rapports présentés aux actionnaires, en fin d'exercice, les doléances des présidents ou gérants de banques qui se plaignent de cette concurrence à outrance, et personne n'y prête plus guère d'attention, la chose étant passée à l'état de cliché.

Bientôt toutes les banques du Canada auront une succursale à Montréal. Nous nous imaginions cependant que la place était déjà pas mal encombrée. Nous nous trompions

sans doute, car la Dominion Bank Toronto, ouvrant de nouveaux bureaux dans la métropole commerciale, a certainement jugé qu'il y avait encore place pour elle dans nos parages.

On nous dit qu'une autre banque encore doit suivre bientôt l'exemple de la Dominion Bank et s'installer à Montréal.

D'autre part, la Banque Nationale ouvre une succursale à Joliette, après que la Banque d'Hochelaga a ouvert des bureaux à Sherbrooke.

Nous nous demandons si, malgré toutes les facilités qu'apporte au commerce cette concurrence entre les banques, il ne serait pas plus profitable aux banques elles-mêmes et au commerce en général de créer des succursales dans des centres où il n'en existe pas encore.

Il nous paraît qu'en cherchant un peu on trouverait assez facilement des localités dont le développement n'est retardé que par l'absence d'institutions financières vraiment dignes du nom et dont les commerçants et les agriculteurs sont la proie d'usuriers sans scrupule qui sèment la ruine là où devrait exister la prospérité.

Nous engageons vivement nos lecteurs de ces localités dont le développement, le progrès et la prospérité dépendent de la création d'une succursale de banque de se voir entre eux, de réunir les commerçants et les personnes influentes de leur région soit par leur situation de fortune, leur esprit d'entreprise ou leur intelligence des affaires et de discuter la question en commun.

Quand ils auront réuni un faisceau d'arguments et de preuves qu'une succursale peut prospérer dans la région, qu'ils fassent des démarches auprès des directeurs d'une de nos banques et il n'y a pas de doute qu'ils seront écoutés et que leur demande sera prise en considération.

### NOUVELLE FORME DE PROTECTION

En Bulgarie, une loi curieuse est en vigueur, d'après laquelle toute personne recevant un salaire du gouvernement est obligée de porter des chaussures et des habillements fabriqués avec des matériaux indigènes et par les manufacturiers indigènes.

Nous ne voyons pas trop comment le gouvernement peut s'assurer si les employés observent ou non la loi. Les employés sont-ils soumis à une visite réglementaire; les vêtements et les chaussures portent-

ils un timbre ou un cachet d'origine qui pourrait déceler l'inobservance de la loi? Voilà ce qu'on ne dit pas.

Nous pensons, à part nous, que pareille loi ne peut exister que dans un pays où les articles de fabrication indigène se font remarquer par leurs qualités bonnes ou mauvaises. Comme jusqu'à présent nous n'avons jamais entendu dire que les vêtements ou les chaussures bulgares avaient au dehors une renommée qui les faisait rechercher, devons-nous comprendre qu'ils sont facilement reconnaissables par leur fabrication et leurs matériaux grossiers?

En ce cas, le gouvernement ne peut se flatter d'avoir trouvé un moyen de rehausser la qualité des articles manufacturés dans le pays, ni de donner bon renom à l'étranger aux industries bulgares.

On ne dit pas non plus si la même loi oblige les salariés du gouvernement à payer leurs fournisseurs. Ceux-ci préféreraient sans doute cette dernière obligation à la première; ce serait certainement un mode de protection plus efficace pour eux.

Au Canada, les employés civils peuvent, à leur gré, payer ou ne pas payer leurs fournisseurs: leur salaire se trouve protégé contre les réclamations; on ne peut le saisir.

Dans d'autres pays on comprend que les employés du gouvernement doivent être d'une moralité éprouvée et on se garde bien de faire des lois d'exception en leur faveur leur permettant de ne pas être honnêtes. Au contraire, on les met en demeure de payer leurs dettes ou de cesser de faire partie du service civil.

Au lieu de protéger les employés contre les légitimes revendications de leurs fournisseurs, ne serait-il pas plus juste d'accorder aide et protection aux marchands contre les employés malhonnêtes? Pour cela, il n'y a pas grand effort à faire, il n'y a qu'à faire rentrer les employés du gouvernement dans le droit commun, ou plutôt le devoir commun.

### LES IMPORTATIONS ET LES PARTIS

L'esprit de parti est aveugle ou, mieux, rend les gens aveugles. Nous en avons une nouvelle preuve dès l'ouverture du Parlement à Ottawa. Dans la réponse au discours du trône, les orateurs de l'opposition tonnent contre les tarifs de douane établis par le gouvernement actuel, sous prétexte que les importations de provenance anglaise ont diminué de